PRISE DE PAROLE UA FSU CONGRES DE METZ - LUNDI 31 JANVIER 2022

Cher·es camarades,

nous voici réunis dans cette bonne et vieille ville de Metz, pour le Xème congrès de la FSU.

Deux ans déjà depuis le congrès de Clermont.

Mais en deux ans, que d'évènements affrontés ensemble, que de luttes menées !

1) C'est d'abord la pandémie, qui a durement frappé le pays, frappé de nombreuses et de nombreux collègues dans les services et les établissements, frappé la jeunesse, et aggravant encore les inégalités sociales et scolaires.

Et qu'avons-nous eu comme réponse de l'État ?

Rappelons-nous les discours du Président de la République.

Soudain l'argent ne manquait plus, l'endettement n'était plus un problème, l'impossible devenait possible.

Nos gouvernants redécouvraient bien malgré eux le lien, vital, entre l'intérêt de la Nation et la force des services publics.

Infirmières, personnels de santé, caissières, éboueurs, enseignants étaient soudain, oh bien provisoirement, mis à l'honneur

Car elles et ils bravaient le danger pour pallier le manque de moyens, de lits, les erreurs des dirigeants

Car ils et elles garantissaient aux usagers-ères un accès aux services publics

Rappelons-nous aussi

A l'école, à l'université, des personnels et des élèves privés de masques, privés de perspectives mais gavés de protocoles absurdes et toujours changeants

subissant l'acharnement des ministres de l'Education, mais aussi de la Recherche et de l'enseignement supérieur, à nier la gravité des dangers.

Alors les collègues ont fait face, comme la FSU avec ses syndicats nationaux et ses sections départementales.

Pour arracher ici des masques, des blouses, là des jauges raisonnables, pour dénoncer des discours officiels coupés du réel,

Pour assurer aux élèves et aux étudiants les conditions matérielles pour étudier et progresser, malgré tout, dans leurs apprentissages.

Pour assurer aux citoyen.nes l'accès aux biens et aux services de 1ère nécessité

2) Et c'est là le deuxième événement marquant de cette période.

Dans de nombreux secteurs, les syndicats de la FSU se sont attachés à mobiliser : dans le secteur social, celui de la justice des mineurs, les infirmières, la territoriale, l'emploi, l'environnement...

Dans l'éducation, c'est le 13 janvier que les personnels ont massivement fait grève et manifesté à l'appel de leurs syndicats.

Et soudain l'assurance hautaine du ministre Blanquer s'est effondrée.

Le ministre de la revalorisation « historique » est devenu le ministre d'une grève historique, qui l'a piteusement contraint au silence.

Que n'avait-on pas dit sur l'affaiblissement du syndicalisme ? Son impuissance ? Son éloignement des personnels ?

Le 13 janvier, les centaines de milliers de grévistes ont répondu par un cinglant démenti.

En quelques jours, voire en quelques heures, les militantes et militants, et d'abord nos camarades du 1er degré, ont mesuré l'exaspération des collègues.

Et puis l'unité s'est faite, large et irrésistible.

Dans l'éducation, mais aussi la fonction publique territoriale, et même dans l'enseignement privé !

Avoir raison est une bonne chose.

Mais avoir raison avec une large majorité des personnels est indispensable, si on veut gagner.

Alors oui, le compte n’y est pas.

Nous avons donc continué !

Et d’abord le 27 janvier, sur les salaires.

Pour UA FSU, pour la FSU,

il nous faut, avec les personnels, actifs comme retraités, construire un rapport de force qui nous permette d’en finir avec la paupérisation et la précarisation de nos professions, les inégalités professionnelles femmes/hommes et les conditions de travail dégradées.

En finir avec la Loi de Transformation de la Fonction publique !

Arracher, dans l’unité la plus large, des améliorations à l’accord sur la Protection sociale complémentaire. Convaincre nos collègues de notre objectif du 100% sécu.

Avec la conscience retrouvée de notre force collective, nous mènerons tous les combats nécessaires, depuis la justice sociale par la répartition des richesses, ou l’égalité réelle entre les femmes et les hommes, jusqu’à l’urgence écologique.

3) Mais comment ne pas évoquer le contexte politique ?

Et ce dans une région qui, dans son histoire pas si lointaine, a éprouvé dans sa chair les conséquences d’un pouvoir fasciste, du nazisme.

Au cœur d’une Europe exposée à la montée des nationalismes

Le nationalisme, hier comme aujourd’hui c’est la haine et la violence.

Haine et violence à l’égard de l’étranger, de celle ou celui que l'on désigne comme « différent », à traduire par « inférieur »…

C’est le sexisme.

C’est la xénophobie, le racisme, qui ciblent les exilé·es, les migrants, comme des sources de danger, à chasser toujours plus loin jusqu’à ce qu’ils en meurent.

Enfin c’est la dictature, les discours guerriers et la répression

A l’intérieur contre les opposants, et d’abord les syndicats car ils rompent l’unité de la Nation par leur approche de classe.

Contre les voisins aussi, risquant la guerre quand depuis 80 ans l’Europe unie nous préserve de nouvelles hécatombes.

Le syndicalisme, fort de son indépendance vis-à-vis du politique, ne peut rester indifférent à la menace nationaliste, xénophobe et raciste. La FSU, la CGT, Solidaires et l’UNSA l’ont exprimé récemment.

Face à cette menace, une Gauche divisée.

Dans ce contexte politique qui voudrait nous enfermer dans un « non-choix » plus que jamais il faut faire vivre notre syndicalisme.

Un syndicalisme fort, uni, rassemblé, peut redonner espoir et confiance dans la démocratie,

Mercredi, le congrès entendra nos camarades de la CGT et de Solidaires.

Avec eux, et avec toutes celles et tous ceux qui, sans exclusive, se reconnaîtront dans le projet de rassemblement du syndicalisme de transformation sociale, nous allons avancer.

Oui, pour UA, il est plus que temps de se parler, de se rassembler.

Il est temps de choisir l’unité.

Pour une société juste, égalitaire, solidaire et écologique

Bon congrès camarades !